

# **Mondialisation économique et paix mondiale L'Association « Economists for Peace and Security »**

**Jacques Fontanel**

Colloque sur « Les analyses économiques de la guerre » le 30 juin 2011  
Université Pierre Mendès France, Grenoble  
Jeudi 30 Juin 2011.

Résumé : Les économistes se préoccupent peu de la guerre et de la paix. Pourtant, un groupe, composé de plusieurs Prix Nobel d'économie, a travaillé sur cette question dans le cadre d'une organisation qui a changé trois fois d'appellation. Les divergences d'analyse restent importantes, mais elles se sont atténuées, avec une circonspection à l'égard de la mondialisation comme facteur de paix, notamment à cause de la croissance des inégalités (lutte des classes, violence économique, etc.) et de l'importance de la recherche de puissance des Etats et des institutions (notamment du complexe militaro-industriel). Le refus de la guerre passe par des négociations en vue de réduire le potentiel de conflits économiques, nationaux et sociaux que le libéralisme provoque inéluctablement.

Mots clés : libéralisme, paix, guerre, guerre économique, mondialisation

L'association E.C.C.A.R. (Économistes contre la course aux armements) est la branche française de E.C.A.A.R. (Economists against arms race, qui est devenue ensuite « Economists allied for arms reduction »), puis Economists for Peace and Security. Parmi ses membres, elle compte plusieurs prix Nobel d'économie<sup>i</sup>. Ce mouvement cherche à regrouper les forces de l'ensemble des tendances politiques

non xénophobes ou racistes pour soutenir toutes les forces de paix, notamment dans l'ordre économique<sup>1</sup>.

La branche française comprend des membres appartenant à un large éventail de partis politiques, alors qu'aux États-Unis, malgré une sensibilité démocrate prononcée, les républicains restent bien présents. En fait, les clivages politiques ont peu d'effets sur les études économiques entreprises, au regard de l'importance des conceptions théoriques divergentes qui caractérisent la discipline économique. Il existe au moins cinq courants de pensée, qui cohabitent dans le souci d'éviter qu'une course aux armements auto-entretenu ne conduise à une guerre cataclysmique.

### **La mondialisation de l'économie de marché, facteur de paix**

D'abord, pour les tenants de la théorie de la globalisation (comme Jeffrey Sachs<sup>2</sup> ou Robert Solow), les interdépendances économiques croissantes tendent à réduire l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie. La généralisation des règles du marché constitue un facteur de paix. L'idée de la pacification inéluctable des relations internationales par l'essor du commerce international remonte aux origines de la théorie classique, pour laquelle la multiplication des interdépendances économiques, fondées sur les principes du marché, accroît la prospérité économique de chaque nation participant aux échanges, tout en conduisant à la diminution du rôle économique de l'État. Dans cette logique, le politique devrait s'effacer progressivement devant les impératifs économiques. Cette conception constitue aussi une volonté d'affirmation d'une science économique comme discipline propre, non polluée par les préoccupations politiques de court terme.

Trois postulats de base ont dès lors accompagné les développements ultérieurs de la théorie dominante. D'abord, le développement du commerce international, dans le respect des valeurs libérales, est un facteur de paix, laquelle paix est la situation normale de l'économie de marché. Ensuite, l'amélioration de la connaissance de la science économique favorise à la fois le développement économique et le désarmement. Enfin, l'économie internationale a subi des transformations

---

<sup>1</sup> Fontanel, J. (1993), *Economistes de la Paix*, PUG (Presses Universitaires de Grenoble). Grenoble.

<sup>2</sup> Sachs, J.D. (1995), *Consolidating capitalism*, Foreign Policy, Spring. Il faut noter que l'optimisme de Sachs en faveur du capitalisme s'est plutôt transformé en critique acéré. Autrefois très proche de la généralisation sans concession de l'économie de marché, notamment pendant le processus de transition de l'économie soviétique, il condamne aujourd'hui la maximisation du profit, l'évitement fiscal et l'abaissement des droits syndicaux, considérés comme des facteurs de conflits potentiels permanents très menaçants pour la paix.

structurelles irréversibles, qui remettent en cause le rôle économique de l'État, et donc toute manifestation de « guerre économique » (et même de guerre militarisée). La fin du rôle économique des États est inscrite dans la logique pacifique et plutôt bienveillante du libéralisme proposé par les fondements du capitalisme. Dans ces conditions, la lutte contre la course aux armements constitue d'abord un refus des idées nationalistes, mercantilistes, socialistes ou communistes. Il s'agit d'empêcher que ces idées non libérales ou militaristes, fondées sur l'exercice de la puissance d'État, conduisent à court terme à une guerre, qui ferait régresser les perspectives de paix contenues dans l'économie de marché (Paul Krugman)<sup>3</sup>.

### **La guerre est contenue dans la lutte des classes**

Le courant marxiste transpose l'analyse de la lutte des classes au niveau international, faisant de ce principe fondateur l'explication des conflits internationaux, quelle que soit leur nature. Toute tension internationale trouve son origine dans les contradictions fondamentales du système capitaliste, qui conduit inéluctablement à la crise, à l'exploitation des travailleurs et, par extension, à l'exercice de l'impérialisme à l'encontre des nations les moins industrialisées ou développées. Autrement dit, les conflits et la guerre des classes et des nations sont inscrits dans les fibres même du capitalisme. La revendication de la paix internationale passe par le respect des valeurs collectives et le refus de tous les asservissements, de toutes les dominations. Si cette pensée n'est pas vraiment développée en Amérique du Nord, elle n'en est pas moins encore largement véhiculée par l'idéologie marxiste, présente surtout dans la version française de E.C.C.A.R. (les militants du Parti communiste, notamment) et celle de Grande-Bretagne (Paul Dunne ou Ron Smith). Plusieurs économistes contestent la relation entre l'économie libérale et la paix dans le monde<sup>4</sup>. Cependant, dans un acte provocateur, John Kenneth Galbraith a signé la préface d'un rapport commandité par la Présidence des États-Unis sur l'utilité des guerres, qui avait été ensuite enterré du fait de ses conclusions. Il met en évidence l'intérêt indéniable pour l'économie américaine de la menace de guerre, comme si le développement de cette dernière dépendait, au moins en partie, de la peur des conflits armés et de la recherche excessive de sécurité. La course aux armements est un facteur de

---

<sup>3</sup> Krugman, P. (1998), *La mondialisation n'est pas coupable*, La Découverte, Paris.

<sup>4</sup> Passet, T. (2000), *L'illusion libérale*, Fayard, Paris.

cohésion sociale dans des sociétés marchandes profondément inégalitaire<sup>5</sup>. Elle est aussi un facteur important de l'hégémonie des pays les plus développés, et notamment des États-Unis

### **La puissance des États et du complexe militaro-industriel**

Pour Reich<sup>6</sup>, conformément à la politique de Bill Clinton (dont il était l'un des conseillers les plus écoutés), un pays doit être conduit comme une entreprise, dans ses relations de concurrence et de compétition. La désintégration inéluctable des économies nationales risque d'accroître l'insécurité et la paupérisation. Par une politique industrielle adaptée, les États-Unis sont destinés à être le seul arbitre d'une économie désormais globalisée, dans le cadre d'une paix internationale « contrôlée ». Dans cette perspective, les États cherchent à promouvoir leurs intérêts propres sur la scène mondiale, mais l'exemple de la société américaine, fondée sur la démocratie et la liberté, est en soi un facteur de paix internationale. Cette conception, qui fait l'hypothèse du caractère progressiste de la société américaine, est souvent partagée par les économistes d'outre-Atlantique, quelles que soient par ailleurs leurs convictions théoriques. Le désarmement conduit à une amélioration des conditions de vie, à condition de réussir le processus de la conversion, ce qui parfois, au moins à court terme, est contesté. Le problème réside dans le pouvoir du complexe militaro-industriel<sup>7</sup>. Selon Lawrence Klein ou Ron Smith, le processus de désarmement aurait des conséquences positives à long terme sur le développement économique mondial<sup>8</sup>.

### **La guerre naît aussi des inégalités**

De nombreux économistes, notamment ceux en provenance des pays en développement (comme Amartya Sen<sup>9</sup>) ou des économies en transition (comme

---

<sup>5</sup> Galbraith, J.K., Lewin, L.C. (1994), *La Paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Levy, Paris.

<sup>6</sup> Reich, R. (1992), *The work of Nations*, Vintage Books, New York. Reich, R. (1993), *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris.

<sup>7</sup> Galbraith, J.K. (1993), un pouvoir économique autonome, une vue économique, in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, *L'Économie en Plus*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

<sup>8</sup> Klein, L.R. (1993), Développement et désarmement. La signification, in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, *L'Économie en Plus*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble. Smith, R., Fontanel, J. (1993), Le couple désarmement-développement dans la pensée économique, in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, *L'Économie en Plus*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

<sup>9</sup> Sen, A. (2002), Existe-t-il un choc des civilisations ?, in *Civilisation, globalisation, Guerre* (Jacques Fontanel, Ed.). Discours d'économistes. PUG, Grenoble

Stanislav Menschikov<sup>10</sup>), considèrent que la mondialisation, facteur de conflit, n'est souvent (mais pas seulement) que l'expression économique de la domination des pays riches, au détriment des peuples pauvres et des exclus. Le conflit militaire est remplacé par la guerre économique, qui est d'abord et avant tout un problème de puissance, laquelle s'exprime dans toutes les dimensions de la vie sociale et culturelle. La volonté de développement économique au détriment des autres nations peut se traduire par des stratégies d'exportations paupérisantes, ou de type « beggar-thy-neighbour », ou encore de sous-développement comme facteur du développement. Par ailleurs, les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies etc.) constituent un instrument de puissance incontestable. L'idéologie de la mondialisation par le marché n'est en réalité que la mise en avant de la pensée dominante, dont l'objectif est le maintien, sans coercition, de l'hégémonie américaine.

Dans ces conditions, la conquête des marchés se substitue, au moins partiellement, à l'invasion territoriale. Il s'agit d'une guerre permanente, engagée par les nations et leurs entreprises, en vue de l'obtention d'un partage plus favorable aux intérêts nationaux de la production mondiale. Les restrictions et les obstacles douaniers, les contingentements, les normalisations industrielles, l'espionnage et l'intelligence économiques, le contrôle direct ou indirect des marchés financiers, la recherche constante de « monopoles » sont autant d'armes aussi destructrices qu'efficaces pour recomposer la hiérarchie internationale des puissances au profit des États qui les utilisent. La résurgence du protectionnisme et des guerres commerciales entre grands blocs régionaux est à craindre. Les firmes multinationales, qui appartiennent le plus souvent aux États membres des pays les plus puissants économiquement, participent au processus de régionalisation économique, car elles restent attachées à leur pays d'origine. Dans ce système de blocs pratiquant entre eux un commerce « administré », la compétition n'est plus militaire mais économique. L'État est alors sollicité pour pallier la faible compétitivité de l'économie nationale, en assurant notamment la diffusion des technologies militaires vers le secteur civil. Il est alors impossible de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire.

---

<sup>10</sup> Menschikov, S. (1993), *Economie de la paix en Russie*, in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, *L'Economie en Plus*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

## **La guerre est aussi économique**

Le renouveau de l'analyse institutionnaliste et historique met en évidence le fait qu'il n'existe pas un mais plusieurs types de capitalismes, plus ou moins bien adaptés à la guerre économique. Ces analyses ont, en leur temps, défendu la thèse du déclin du modèle anglo-saxon de capitalisme, et donc de l'économie américaine, sauf en cas de renouvellement « volontariste » (Lester Thurow<sup>11</sup>). Le lien entre les secteurs économiques et militaires joue un rôle essentiel pour la puissance économique nationale, mais ce sont les pays qui perçoivent les enjeux fondamentaux de la « guerre économique » qui sont aujourd'hui les mieux placés dans la concurrence économique internationale. Les Etats n'ont pas toujours les moyens de se doter des instruments de défense nécessaires<sup>12</sup>. Avec le concept d'économie institutionnaliste, Douglass North<sup>13</sup> va insister sur une autre lecture économique de l'histoire, en tenant compte des institutions, lesquelles exercent une influence déterminante sur la guerre ou la paix. La réflexion sur les formes possibles de capitalisme reste fructueuse pour expliquer l'évolution de la concurrence internationale et la recomposition des relations économiques internationales, selon des modes plus ou moins conflictuels. La question qui se pose est de savoir s'il faut développer des biens publics internationaux (Jurgen Brauer<sup>14</sup>), notamment celui de la sécurité mondiale, par la réduction progressive des dépenses militaires (Lloyd Dumas). La fin du XX<sup>e</sup> siècle est ainsi marquée par la résurgence des débats sur la relation entre la puissance économique et la puissance militaire nationales. Le rôle que doit jouer l'État à ce niveau est discuté, renouvelant ainsi l'opposition existant au XVIII<sup>e</sup> siècle entre les mercantilistes et les partisans du laissez-faire.

## **Le refus de la guerre**

Compte tenu de l'importance des divergences entre les membres de l'Association, on peut bien se demander ce qui réunit encore ses membres sur la question cruciale de la mondialisation, si ce n'est le refus de la guerre et des conflits. Globalement, la synthèse de ces analyses pourrait être faite par Jan Tinbergen. « L'expériences

---

<sup>11</sup> Thurow, L. (1996) *The Future of Capitalism: How Today's Economic Forces Shape Tomorrow's World*, Penguin Books.1996.

<sup>12</sup> Fontanel, J., Hébert, J-P. (1997), "The end of the French Grandeur policy", *Defence and Peace Economics*, Vol. 8, pp. 37-55, 1997.

<sup>13</sup> North Douglass C. (1992), "Institutions and Economic Theory", *American Economist*, 36 :1, spring 1992, p. 3-6.

<sup>14</sup> Brauer, J. (2008), *International Security and Sustainable Development*, in *War, Peace and Security* (Ed.Fontanel, J., Chatterji M.), Vol.6. Emerald 2008 and 2009.

nous a appris que la production la plus efficace est réalisée par le secteur privé, organisé par un système concurrentiel de marchés libres, mais quelques fonctions importantes sont réservées aux autorités publiques, locales, provinciales, nationales et globales. Les tâches sont les suivantes : corriger la distribution des revenus trop inégalitaire du système pur de « laissez-faire » et déterminer la quantité de biens et services collectifs »<sup>15</sup>. La réponse est simple.

- D'abord, une guerre mondiale aurait des conséquences épouvantables pour l'humanité ; dans ces conditions, il faut certes rechercher les causes théoriques des conflits, mais aussi empêcher, autant que faire se peut, leur réalisation guerrière.

- Ensuite, la course aux armements constitue un acte contre-économique, en ce sens qu'elle accroît les coûts et réduit le bien-être, tout en ne fournissant pas une amélioration du besoin de sécurité ; dans ces conditions, il est nécessaire d'inciter les États en situation de belligérance à négocier une réduction de la charge du fardeau et à réduire ainsi la puissance des armes disponibles, ce qui rend l'attaque « opportuniste » moins incitative.

- Enfin, la recherche de la paix passe aussi par le refus des dominations, des inégalités excessives et de la pauvreté mondiale.

Même si les moyens adéquats pour parvenir à ces fins ne font pas l'objet d'un consensus suffisant, E.C.C.A.R. s'inscrit cependant dans une démarche de refus d'une économie de conflits et de domination, en faveur d'une économie pacifiée, soucieuse du bien-être des citoyens. Elle propose aussi une réflexion générale pour lutter contre l'idée de l'inévitabilité de la guerre et d'un processus cumulatif de course aux armements conduisant inexorablement les États dans leur recherche militaire de sécurité, par la simple expression automatique de l'action-réponse, aux conflits armés.

## **Bibliographie**

Brauer, J. (2008), International Security and Sustainable Development, in War, Peace and Security (Ed. Fontanel, J., Chatterji M.), Vol.6. Emerald 2008 and 2009.

Fontanel, J., Hébert, J-P. (1997), The end of the French Grandeur policy", Defence and Peace Economics, Vol. 8, pp. 37-55, 1997.

Fontanel, J. (2005), La globalisation en analyse. L'Harmattan, Coll. Librairie des Humanités, Paris.

---

<sup>15</sup> Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in « Economistes de la paix (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, L'Économie en Plus, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace, *Defence and Peace Economics*, BVol 13, n°5. October

Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Coll. Librairie des Humanités, Paris.

Galbraith, J.K. (1993), un pouvoir économique autonome, une vue économique, in in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, L'Economie en Plus, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

Galbraith, J.K., Lewin, L.C. (1994), *La Paix indésirable. Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Levy, Paris

Fukuyama, F. (1989), *The End of History, The Public Interest*, Washington.

Klein, L.R. (1993), Développement et désarmement. La signification, in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, L'Economie en Plus, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

Krugman, P. (1998), *La mondialisation n'est pas coupable*, La Découverte, Paris.

Menshikov, S. (1993), Economie de la paix en Russie, in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, L'Economie en Plus, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

North Douglass C. (1992), "Institutions and Economic Theory", *American Economist*, 36 :1, spring 1992, p. 3-6.

Passet, T. (2000), *L'illusion libérale*, Fayard, Paris.

Reich, R. (1992), *The work of Nations*, Vintage Books, New York.

Reich, R. (1993), *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris.

Sachs, J.D. (1995), *Consolidating capitalism*, Foreign Policy, Spring

Sen, A. (1981), *Poverty and famines : an essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press, Oxford.

Sen, A. (2002), Existe-t-il un choc des civilisations ?, in *Civilisation, globalisation, Guerre* (Jacques Fontanel, Ed.). Discours d'économistes. PUG, Grenoble.

Smith, R., Fontanel, J. (1993), Le couple désarmement-développement dans la pensée économique, in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, L'Economie en Plus, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

Thurow, L. (1996) *The Future of Capitalism: How Today's Economic Forces Shape Tomorrow's World*, Penguin Books.1996.

Tinbergen, J. (1993), Paix et économie, in « Economistes de la paix » (sous la direction de Jacques Fontanel), PUG, L'Economie en Plus, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble.

---